

ALLOCUTION DE M. OLIVIER DELEUZE,
SECRETAIRE D'ETAT A L'ENERGIE ET AU DEVELOPPEMENT
DURABLE DE BELGIQUE,
A LA 6^E CONFERENCE DES PARTIES DE LA CCNUCC
LA HAYE, 21 NOVEMBRE 2000

Ce matin, dans leur déclaration en séance plénière, les jeunes de 61 pays qui se sont réunis à l'occasion de cette conférence nous ont interpellés : « Depuis 1992, les adultes n'ont pas été capables de trouver des solutions durables pour sauver la Terre, malgré l'urgence des problèmes liés aux changements climatiques. » Les jeunes ont le sentiment d'être exclus des décisions capitales qui affecteront le monde que nous leurs lèguons—où plutôt celui que nous empruntons aux générations futures. Les responsables politiques que nous sommes doivent humblement reconnaître que le sentiment de frustration de la jeunesse à l'égard du manque d'action politique convaincante n'est pas injustifié. En effet, le bilan depuis l'adoption du Protocole de Kyoto n'est pas extraordinaire. Trois ans plus tard, le Protocole n'est toujours pas entré en vigueur, les émissions de la plupart des pays industrialisés continuent à croître et les parties n'ont pas encore réussi à s'entendre sur les modalités d'exécution des engagements auxquels ils ont souscrit. Notre responsabilité cette semaine est de relancer le processus par des décisions claires qui assureront une entrée en vigueur du Protocole en 2002 au plus tard, comme le souhaite l'Union européenne.

Nous sommes aujourd'hui dans une situation d'urgence, une situation de non-choix. Les avertissements des scientifiques sont clairs. La question n'est plus de savoir s'il faut agir, mais quand nous allons enfin nous décider à agir. A Kyoto, un premier pas a été franchi, lorsque les pays industrialisés se sont engagés collectivement à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, dans une proportion modeste il est vrai, bien trop modeste encore pour faire face réellement au problème climatique. L'important est qu'ils amorcent le mouvement de réduction de leurs émissions et consommation d'énergie sans plus tarder, en sachant bien que pendant les périodes d'engagement ultérieures, ils devront aller plus loin encore. C'est pourquoi nous nous inquiétons que certains pays de l'annexe I cherchent des échappatoires qui leur permettraient de ne pas réduire de façon significative leurs émissions en comptabilisant généreusement la séquestration de carbone par les puits—séquestration par définition temporaire et donc aléatoire. Les solutions qui nous sont proposées auraient pour effet de réduire à néant l'effort de réduction réel à accomplir, alors que nous savons tous qu'à terme, la seule façon efficace de lutter contre l'effet de serre est de réduire les émissions à la source. La Belgique s'associe donc à la position ferme de l'Union européenne sur les puits, telle qu'elle a été exprimée par notre présidence française.

Plutôt que de nous attacher à maximiser la comptabilisation des puits, n'oublions pas qu'il y a encore des sources importantes d'émissions qui ne sont pas couvertes par des engagements de réduction, telles les émissions de la navigation aérienne et maritime internationale, comme l'a rappelé hier le président Chirac.

La Convention-cadre de Rio et le Protocole de Kyoto sont tous deux fondés sur un pacte entre le Nord et le Sud, un pacte de solidarité et d'équité dans la répartition des efforts. Ils ne pourront être mis en œuvre effectivement qu'en tenant compte des responsabilités et capacités respectives de chacun. La capacité de réponse des pays industrialisés n'est certes pas sans limites – l'adaptation à des modes de production et de consommation durables est difficile et prendra nécessairement du temps, comme le démontre l'inertie apparente perçue par les jeunes. Mais il incombe aux pays riches, conformément à la Convention, de montrer l'exemple s'ils veulent être crédibles.

La capacité d'adaptation des pays en développement, et tous particulièrement des moins avancés d'entre eux, est beaucoup plus limitée encore, et les pays développés ont l'obligation non seulement morale mais juridique de les aider concrètement à faire face aux défis des changements climatiques, y compris la désertification et ses effets sur la sécurité alimentaire. Ce défi ne pourra être relevé qu'en tenant pleinement compte des inégalités fondamentales : l'inégalité quant aux responsabilités ainsi que l'inégalité devant les effets. La protection de l'environnement n'a de sens que dans l'équité. La Belgique est prête à assumer sa part de responsabilité, notamment par une augmentation substantielle de sa contribution au Fonds pour l'Environnement Mondial. Des solutions pratiques doivent être trouvées pour permettre aux pays les moins avancés d'accéder plus facilement aux ressources de ce Fonds. Une solution durable ne sera trouvée que si l'ensemble des pays en développement sont partie prenante du processus. Nous sommes conscients qu'à terme, il faudra inéluctablement évoluer vers une répartition plus équitable, entre le Nord et le Sud, de la capacité de notre atmosphère commune de supporter les gaz à effet de serre, par une convergence graduelle des niveaux d'émission par habitant.

Enfin, ne nous engageons pas dans des voies sans issue qui chercheraient de résoudre le problème des changements climatiques aux dépens d'autres risques et problèmes environnementaux. C'est pourquoi mon pays, tout comme l'Union européenne, ne peut accepter que le mécanisme de développement propre serve à promouvoir des technologies et pratiques non durables, telles l'énergie nucléaire et les pratiques forestières préjudiciables à la diversité biologique. C'est pourquoi la Belgique considère aussi qu'il est fort important que COP6 réponde favorablement à l'appel de la Convention sur la diversité biologique à instaurer une coopération plus étroite avec elle.